

3

Les collectivités locales:

Les facteurs et raisons en faveur de la décentralisation

Chaque pays fait ses propres choix en matière de politique de décentralisation. Cependant, les considérations suivantes sont partagées par tous les pays africains :



Demande de services locaux : l'existence d'autorités locales dotées de responsabilités est nécessaire, car tous les services ne peuvent pas être fournis par les autorités centrales. Quasiment tous les pays ont des autorités locales qui fournissent certains services locaux. Cependant, la question est de savoir quelle est l'étendue du pouvoir de ces autorités locales et quel est leur mode de désignation. En fonction de la réponse, les collectivités locales pourraient seulement exercer des fonctions déléguées au nom du gouvernement central et ne pas être des entités totalement décentralisées (voir la Fiche d'information #1).



Résolution des conflits : les pays sortant d'un conflit renforcent parfois les collectivités locales dans le but de créer un espace d'expression locale pour les groupes ethniques, religieux, culturels ou politiques. En Éthiopie par exemple, la Constitution permet aux groupes ethniques d'avoir leurs propres gouvernements locaux.



Histoire : l'existence des systèmes de collectivités locales sont souvent liée à l'histoire du pays. Par exemple, plusieurs pays africains ont hérité des systèmes d'administration locale de leur passé colonial. De tels systèmes étaient le plus souvent centralisés et les administrations locales ne faisaient qu'exercer des fonctions déléguées et ne jouissaient donc pas d'une réelle autonomie. Par exemple, des pays comme l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe ont initialement hérité le système de l'administration locale mis en place pendant la colonisation britannique et en conservent encore aujourd'hui quelques éléments.



Demande de démocratie locale : l'autonomisation des collectivités locales est parfois une demande de la société civile et des mouvements politiques à l'occasion des réformes constitutionnelles. Par exemple, la reconnaissance des collectivités locales dans la Constitution Zimbabwéenne de 2013 est la résultante d'une forte pression de la société civile et de l'opposition. La même remarque peut être faite concernant l'inclusion des collectivités locales dans la révision constitutionnelle Zambienne en 2016, et la reconnaissance de telles collectivités dans la constitution Mozambicaine de 2004.

Il existe également des raisons plus générales en faveur ou en défaveur de la décentralisation vers des collectivités locales :



Une meilleure utilisation des ressources publiques : Les personnes vivant dans différentes localités ont des besoins différents. Une communauté peut avoir besoin de plus de routes, tandis qu'une autre préfère des structures de santé de meilleure qualité. Donner aux autorités locales le pouvoir de choisir permet de garantir l'adéquation entre les besoins des citoyens et la manière dont les gouvernements utilisent les ressources publiques.



Créativité et innovation : Les gouvernements conçoivent régulièrement de nouveaux programmes et de nouvelles politiques. Lorsqu'une nouvelle politique fonctionne bien, elle est poursuivie. Si ce n'est pas le cas, elle est abandonnée. Dans un système centralisé, lorsque le gouvernement national essaie quelque chose de nouveau, l'ensemble du pays est concerné par l'expérience, et c'est donc l'ensemble du pays qui échoue ou réussit. C'est différent avec la décentralisation : une autorité locale peut essayer un nouveau programme ou une nouvelle politique et si cela échoue, l'échec est circonscrit. S'il réussit, cependant, d'autres gouvernements locaux pourront s'en inspirer et la reprendre.



Responsabilité démocratique : le renforcement de l'autonomie des collectivités locales permet d'améliorer la qualité de la démocratie. Il est souvent plus facile pour les citoyens d'identifier et d'accéder aux autorités locales afin qu'elles rendent compte de leur gestion, ce qui est moins évident concernant les autorités au niveau central. Les autorités locales devraient avoir des liens plus étroits avec les citoyens de leur localité que les autorités nationales.



Tolérance pour la diversité politique : Si les autorités locales sont élues, une collectivité locale peut être administrée par un parti (ou une coalition) différent du parti au pouvoir au niveau national. Cela a été le cas par exemple en Afrique du Sud et au Zimbabwe où les centres urbains comme Cape Town en Afrique du Sud, Harare et Bulawayo au Zimbabwe ont été administrés par des partis qui s'opposent au gouvernement central. La décentralisation exige que tous les acteurs politiques acceptent cette possibilité. Plus encore, elle les oblige à travailler ensemble. Si ce processus est bien géré, il contribuera à une plus grande tolérance politique.



Formation en leadership politique : les collectivités locales autonomes peuvent servir comme des écoles de leadership politique. Les hommes politiques peuvent y apprendre l'art de la politique au niveau local avant d'accéder à des postes au niveau régional ou national.

Arguments contre la décentralisation

Cependant, il y a aussi des dangers et des inconvénients de la décentralisation :



Inégalité entre les zones géographiques : Les niveaux de développement différents des collectivités locales, surtout lorsqu'elles dépendent des impôts locaux, est de nature à aggraver les inégalités entre les zones géographiques. Si une localité est très pauvre, cela se reflète sur la qualité des services qu'elle reçoit car les autorités locales ne peuvent pas lever suffisamment de fonds en provenance des citoyens locaux. En revanche, une localité plus riche bénéficiera probablement de services de meilleure qualité car le gouvernement local peut collecter davantage de fonds auprès de ses citoyens. Voir la Fiche d'information #8 sur la manière de surmonter ce problème.



Économie d'échelle : L'exercice de fonctions au niveau local n'est pas toujours pertinent. Cela peut entraîner des duplications inutiles. Par exemple, est-il nécessaire que chaque ville dispose de son propre service d'ambulance ?



Intérêts régionaux ou nationaux : Un pouvoir trop circonscrit au niveau local peut conduire les autorités locales à ne poursuivre que leurs propres intérêts au détriment des intérêts régionaux ou nationaux. Par exemple, si les autorités locales imposent des taxes erratiques ou s'endettent de manière incontrôlée, cela pourrait contribuer à l'inflation ou compromettre la stabilité macroéconomique.

Aucun de ces avantages ou inconvénients n'est concluant en soi. Ils doivent tous être pris en compte et évalués, et les circonstances locales détermineront les meilleures approches. Cependant, tout système de décentralisation doit tirer parti des avantages et minimiser les effets négatifs. Cela nécessite une conception minutieuse de la décentralisation et des ajustements constants.